

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4285 - Mardi 03 Janvier 2023 - Prix : 200 Fc

UNIVERSITÉ :

Les étudiants en colère



Grogne des étudiants de Mvouni

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le PROFI et le FSPI à la rescousse de l'université comorienne

Le président de l'université des Comores Ibouroi Ali Tabibou a, la veille du nouvel an 2023, parlé des projets réalisés à l'université tout en se projetant sur d'autres devant se réaliser vers les années à venir à travers des programmes comme le PROFI et le FSPI. Ces programmes doivent servir à la construction des sites universitaires et à renforcer les études en Master jusqu'au niveau du doctorat.

Bientôt l'université des Comores fêtera ses 20 ans d'existence au service de l'enseignement supérieur. Bien que cet espace d'enseignement supérieur soit souvent confronté à des innombrables difficultés, les responsables remuent ciel et terre pour empêcher son dysfonctionnement. Ainsi, samedi 31 décembre dernier, le président de l'université Ibouroi Ali Tabibou, s'est réjoui devant les

médias des années écoulées et qui ont vu la réalisation de plusieurs projets. Ce dirigeant de l'administration centrale a saisi l'occasion du nouvel an pour parler de la vision de l'Etat quant au bon fonctionnement de l'université des Comores.

« Nous avons avancé sur des projets. Mais le chemin reste toujours long. On envisage déjà l'enseignement professionnalisant. Et on a des projets comme PROFI qui est un projet discuté entre le président Azali et son homologue français Emmanuel Macron pour accompagner l'université des Comores. C'est un projet de 4 milliards KMF dont les objectifs sont d'abord de reconstruire l'Institut universitaire de technologie (IUT) et la faculté de médecine, ensuite de permettre aux instituts universitaires d'attribuer des diplômes reconnus partout et enfin qu'ils soient des diplômes utiles dans les administrations publiques

et privées ».

Et lui de poursuivre « le FSPI (fonds de solidarité pour les projets innovants) a comme partenaire l'ambassade de France qui a pour but d'identifier les besoins de l'université puis apporter des solutions et de renforcer le niveau d'enseignement en Master jusqu'au doctorat ». Ces deux projets doivent permettre à l'université des Comores de se développer au niveau enseignement aussi bien qu'au niveau d'infrastructures les années à venir. « L'université des Comores est administrée par des responsables mais fonctionne surtout grâce aux enseignants et au nombre des étudiants qui augmente chaque année. Donc je souhaite que ce nouvel an nous apporte une bonne entente dans nos obligations quotidiennes pour le bon fonctionnement de l'université ». Les examens du premier semestre vont débiter sous peu alors que certains



Ibouroi Ali Tabibou président de l'université

étudiants n'ont pas pu encore s'inscrire en ligne. La date butoir fixé au 25 décembre dernier est prolongée jusqu'au 5 janvier prochain pour permettre à tous les étudiants de

s'inscrire. Tout en sachant qu'après ce délai, l'administration n'accorder aucune dérogation supplémentaire.

Kamal Gamal

POLITIQUE

Le RDC parle d'une année de paix aux multiples résultats

Une année de paix aux multiples résultats, tel est le bilan présenté samedi dernier lors d'une conférence de presse par les cadres du courant dissident du parti RDC, incarné par l'actuel ministre de la justice Djaé Ahamada Chanfi.

24 heures après le discours du chef de l'Etat sur l'état de l'Union, les lieutenants du ministre Djaé Ahamada Chanfi ont salué les efforts du gouvernement. Le porte-parole du parti rassemblement démocratique des Comores (RDC) Mohamed Djaoid parle d'une année de paix et de résultats. Il a félicité les parlementaires avoir adopté plusieurs projets de lois qui visent à améliorer la

situation socioéconomique et politique du pays. « Maintenant, l'on attend la promulgation de ces lois, notamment celle portant statut de l'opposition, une première dans l'histoire. Nous saluons les efforts du gouvernement, car pour ces projets, toutes les parties prenantes ont été consultées », a-t-il souligné.

Autre question abordée, la tenue des différents procès dont celui de l'affaire de la citoyenneté économique. « Beaucoup d'entre nous avaient sollicité ces audiences pour que les inculpés puissent connaître leur sort. Heureusement, les procès ont eu lieu, certains ont eu la chance d'être graciés », a-t-il précisé.

C'était aussi l'occasion, pour le conférencier de faire un rappel sur

la covid-19 ou la guerre en Ukraine. Tous ces événements ont mis à rude épreuve l'économie du pays. Selon le RDC, les Comores font partie des rares de pays qui ont pu maîtriser la crise sanitaire de la covid-19. « Les mesures prises par le gouvernement notamment la sensibilisation et la vaccination ont fait que nous avons enregistré moins de décès », dit-il. Et de féliciter le gouvernement d'avoir accompagné les opérateurs économique en leur accordant un fonds de garantie de 5,5 milliards auprès des banques à un taux réduit, pour l'approvisionnement du pays en produits carnés dont la pénurie s'accroît.

« Le rôle du gouvernement est d'anticiper sur la crise, c'est ce qui

a été fait, après une réunion entre le secteur privé. Le gouvernement s'est porté garant sur un crédit de 5,5 milliards KMF. Tout cela pour alléger la vie des comoriens », souligne celui qui n'a pas manqué de pointer du doigt les commerçants sur cette crise actuelle. « Le gouvernement a tenu ses engagements, c'est au tour des acteurs économiques de remplir leurs obligations.

Maintenant nous demandons au gouvernement de veiller contre l'anarchie des prix », lance-t-il. Et le conférencier de conclure en se réjouissant de la candidature du chef de l'Etat à la présidence de l'Union Africaine. Selon les conférenciers, Azali répond à tous les critères pour y accéder.

Andjouza Abouheir



Cadres du RDC tendance Djaé en conférence de presse.

Prières aux heures officielles
Du 1er au 05 Janvier 2023

Lever du soleil:

05h 48mn

Coucher du soleil:

18h 35mn

Fadjr : 04h 33mn

Dhouhr : 12h 14mn

Ansr : 15h 50mn

Maghrib: 18h 38mn

Incha: 19h 42mn



Numéros utiles

Police

Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmérie

Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration

Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Moheli: 772 01 37

Aéroport

Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Moheli: 772 03 71

HÔTELS & RESTAURANTS :

Le Select 773 00 31

Port maritime

Moroni: 773 00 08
Moheli 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux

Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques

BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 773 43 43
Meck: 773 36 40

MAMWE

Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18

UNIVERSITÉ :

Les étudiants en colère

Des toilettes délabrées, des conditions d'hygiène qui laissent à désirer, une mutuelle de santé qui n'en est pas une, ou encore la mauvaise route. Telles sont les raisons pour lesquelles les étudiants de l'université des Comores, site de Mvuni, sont sortis de leurs gonds, hier.

Vent debout, ces étudiants pointent du doigt l'administration de l'Université et demandent au gouvernement de trouver une solution à leurs doléances. « Nous sommes là pour réclamer nos droits », lance dans la fou-

lée un des manifestants. Ce sit-in a un objectif simple : attirer l'attention du gouvernement pour trouver une solution face aux innombrables problèmes qui gangrènent les universitaires. « Nous vivons une situation désastreuse. Certains d'entre nous tombent malades et sont laissés pour compte alors qu'on cotise pour une mutuelle ».

S'il y a une question qui cristallise les tensions, c'est bien la mutuelle. Un véritable casse-tête pour les étudiants. En effet, la mutuelle de santé de 2020-2021, de 2500 KMF par tête, n'a jamais servi les concernés. Il y a même des

souçons de détournement ou sinon de mauvaise par le bureau de la coopérative des étudiants. « Cette année, chaque étudiant cotise 5000 FC pour la mutuelle de santé mais encore une fois, l'on ignore tout de cette mutuelle évolue. C'est géré en vase clos. Nous avons saisi l'administration pour destituer le bureau de la coopérative qui ne nous représente plus, mais ils font les sourdes oreilles », poursuivent les manifestants.

Plus loin encore, cette administration est accusée d'être en connivence avec ladite coopérative. Des membres du bureau ne sont plus à

l'université et pourtant, ils continuent à exercer sous la bénédiction de l'administration. Les étudiants n'ont plus de trace d'une somme de 7 millions de nos francs qu'ils ont cotisés. « Désormais nous en appelons au gouvernement pour nous trouver une solution car nous sommes orphelins ». A part la fameuse mutuelle, les manifestants dénoncent également des toilettes délabrées, des conditions d'hygiène qui laissent à désirer, ou encore l'état piteux de la chaussée qui mène vers le site de Mvuni. Ils ont révélé qu'une étudiante a perdu la vie à l'Université faute de pouvoir être

secourue à temps, à cause de la route.

Pour les toilettes, c'est encore une histoire triste. « Nous sommes des milliers à utiliser les mêmes toilettes. Nous faisons la queue pour aller faire nos besoins, femmes et hommes. Il y a des toilettes fermées car elles sont inutilisables. La citerne est endommagée. Il n'y a plus les moyens pour réparer tout ça », s'insurgent-ils. Il y a des salles qui n'ont pas des hauts parleurs, une situation qui pénalisent beaucoup d'étudiants.

Andjouza Abouheir

PRODUITS CARNÉS :

Ouf ! Les ailes de poulet sont là

Une bonne nouvelle pour les consommateurs d'ailes de poulets. Après une longue rupture de stock de plus de deux mois, cinq conteneurs de volailles sont arrivés au port de Moroni.

Un ouf de soulagement pour les amateurs de « mabawa ». Après plus de deux mois de pénurie des produits carnés notamment les ailes de poulet, une lueur d'espoir pointe à l'horizon. Un bateau transportant cinq conteneurs de produits carnés est enfin arrivé hier lundi 02 janvier au port de Moroni. Une petite quantité par rapport à la demande, ces cinq conte-

neurs vont permettre de souffler pendant quelques semaines. Comment vont-ils être vendus ? Aux dernières nouvelles, le carton de mabawa de 10.000 KMF étaient vendu à 25 000 KMF, le prix unitaire à Volovolo. Il fallait aussi avoir le bras long et être chanceux pour en trouver.

Rappelons que cette fin d'année a été rude à cause de la rareté des ailes et des cuisses de poulets, surtout en période de festivités de grand mariage, obligeant les consommateurs à se ruier vers le poisson, les saucisses ou la viande de boeuf pour pique-niquer. D'après un importateur de la place, la pénurie a été



motivée par le contexte géopolitique marquée par la guerre en Ukraine qui a eu impact sur le marché de volaille et des épisodes récurrents de

la fièvre aviaire. Une source de préoccupation pour les acteurs de la filière.

« Il y a tout un contexte à tenir

compte, la question des exportations, la grippe aviaire qui touche l'Europe, alors que certains commandent dans cette zone. Il y a aussi l'augmentation des prix des matières premières. Mais d'ici fin janvier, la situation devrait revenir à la normale », avait assuré un importateur. En effet, le pays importe deux catégories d'ailes de poulet, celles qui ont une couleur jaune venant de la France dont la taille est un peu plus grosse par rapport à celles qui sont blanches et petites venant du Brésil.

Andjouza Abouheir

ENVIRONNEMENT

Troisième édition de la journée de la roussette de Livingstone à Ouallah

La troisième édition de la journée de la roussette de Livingstone a été officiellement célébrée mercredi dernier à Ouallah-I par le mouvement pour le développement socioéconomique et culturel de Ouallah Mirereni (MDSECOM), en collaboration avec le Parc national de Mohéli (PNM) et ses partenaires, dont l'Agence française de développement (AFD). C'était l'occasion pour les environnementalistes de conscientiser la population sur l'intérêt de préserver cette espèce endémique des Comores.

Après le lancement de la semaine de roussette de Livingstone le vendredi 23 décembre à Ouallah Mirereni, le PNM et ses partenaires dont l'AFD avec le MDSECOM ont célébré le mercredi 28 à Ouallah-I (Mirereni) la troisième édition de la fête de cette chauve souris géante endémique des Comores plus précisément d'Anjouan et de Mohéli.

Plusieurs personnalités politiques et responsables en charge de l'environnement ont pris part à l'événement. Diverses activités ont été organisées. Des échanges avec les occupants des zones périphériques identifiées comme sites d'ortoirs de cette chauve souris et des tournées de sensibilisation et d'éducation environnementale dans les écoles pri-

maires de la zone, mais aussi avec des associations villageoises du développement (AVD) de la région de Mlédjélé.

« La roussette de Livingstone du nom scientifique Pteropus livingstonii, fait partie des espèces endémiques des Comores. Menacée d'extinction, cette chauve souris géante se trouve uniquement dans les forêts

d'Anjouan et de Mohéli et a été identifiée comme jouant un rôle fondamental pour la conservation de la biodiversité et en tant que bio-indicateur de la forêt naturelle » explique Cheik-dine Saïd, Chargé de communication et d'éducation environnementale du PNM.

Réparties sur cinq principaux sites de la zone forestière du PNM,

ces roussettes de Livingstone se localisent dans la forêt de Ouallah Mirereni. D'où l'engagement, la détermination et l'investissement du MDSECOM, depuis déjà plusieurs années pour protéger cette espèce classée par l'Union mondiale pour la conservation de la nature (UICN) parmi les espèces menacées et en danger critique d'extinction, nécessitant des mesures d'urgence pour sa sauvegarde. « Ce mammifère volant est l'une des espèces emblématiques cibles prioritaires de conservation du PNM » indique Ibrahim Mourdas secrétaire général du MDSECOM. Il en est ressorti selon les responsables du PNM que 318 individus de cette chauve souris géante sont répertoriés en 2020 contre 250 en 2019. Le recensement fait en 2021 avait donné 412 individus de roussette de Livingstone. Des résultats qui sont de plus en plus encourageants.



Célébration de la journée de la roussette.

Riwad

TÉMOIGNAGE

Un grand homme nous a quittés, il s'appelle Houssein Cheikh Soilihi



Houssein Cheikh Soilihi.

Je l'appelais « Ya Houssein ! » Dès qu'on se rencontrait, et lui disait souriant, de sa voix basse et affectueuse « Foundi Yabou ». Il reprenait ainsi l'accent de Mitsamihouli de notre ami commun de combat Idriss Mohamed lorsqu'on était derrière les barreaux en 1985 à Boirodjou pour avoir dénoncé le mercenariat. En effet « Ya Houssein » était parmi les prisonniers qu'on appelait PNA (Prisonniers Non Administratifs) c'est tous ceux qui ne travaillaient pas dans l'Administration plus simplement ceux qui n'étaient pas gérés par la FOP, qui étaient dans le privé ou dans les sociétés d'Etat.

« Ya Houssein » après la révolte utile et nécessaire de notre bouillante jeunesse pleine d'idéaux de d'indépendance et de liberté est devenu au fur et à mesure de ses études et de ses

formations un des premiers experts comorien en stratégie commerciale, après un DUT à Bordeaux et plus tard une formation d'ingénieur commercial. La plupart d'entre vous le connaissent surtout en tant que « Vice-Gouverneur de la Banque Centrale et encore tout récemment comme Chef d'entreprise d'une société d'expertise comptable et de conseil en management des entreprises. Son Cabinet était reconnu internationalement pour être point focal national de la nouvelle conception budgétaire recommandée par les institutions de Breton Wood et l'Union Européenne, le Budget Participatif en Anglais Open Budget.

J'ai d'ailleurs eu le plaisir de renouer avec « Ya Houssein » à l'occasion d'un travail de traduction en Shikomori des principes

fondamentaux de l'Open Budget, et j'ai passé des heures agréables de travail et de détente avec cet homme, simple, modeste, d'apparence austère, mais qui cache des trésors d'anecdotes humoristiques, de sympathie et de compassion envers ses proches, ses amis et la jeunesse comorienne en générale dont il accueillait quelques stagiaires en formations payées par leurs institutions ou par lui-même. Je n'oublie pas non plus de dire qu'il était l'un des cabinets d'expertise internationale qui n'utilisait que des cadres Comoriens qu'il aidait à bien former grâce à son carnet d'adresse fourni et aux facilités que lui accordaient les institutions financières nationales et internationales.

Homme discret disais-je, apolitique pour des raisons de déontologie professionnelle, « Ya Houssein » faisait de la politique dans ce sens où il exprimait ses opinions pour ou contre à sa manière de sage philosophe soufi qu'il était devenu en avançant chaque fois les faits concrets qui faisaient qu'il était pour ou contre tel ou tel position du gouvernement.

Je me souviens aussi comme si c'était aujourd'hui, de ma dernière rencontre avec « Ya Houssein ». Un matin de très bonne heure, après avoir été tarauté toute la nuit par l'idée d'aller lui rendre visite, je me suis rendu à Zilimadjou. La famille

n'était pas encore réveillée, du moins la porte d'entrée dans la maison familiale n'était pas encore ouverte. J'ai attendu patiemment à la véranda pendant de longues heures que je ne comptais pas, puisque j'en profitais pour égrener mon chapelet en pensant à lui. Je savais que mon « ami Ya Houssein » souffrait d'une maladie qu'il supportait avec stoïcisme ne se plaignant jamais à ses amis pour ne pas les « déranger ».

Enfin la porte s'ouvrit et son adorable femme Mama Amal, est sortie. Elle me salua chaleureusement. Elle m'annonça que son ami-mari, allait venir mais qu'il était en train de prendre sa douche. Entretemps quelques membres de sa famille sont arrivés pour la visite matinale habituelle dans les familles bien éduquées.

Houssein Cheikh sortit enfin avec son sourire lumineux il s'approcha de moi pour me serrer la main, mais je lui fais l'accolade, profitant pour lui murmurer à l'oreille, « Ya Cheikh je suis venu demander une fat'ha de ta part car je sais que ton bon cœur et ta générosité ne peuvent être que des sentiments et de comportement de ces grands Cheikh que Dieu cache au Public, pour leur propre tranquillité ». Etonné, il me fit part d'un récent rêve de transmission de madad depuis l'ancêtre commun Aboubakar Ibn Salaim (Fahari l'oudjoud jusqu'à Said Bahassane et son propre

père tous des membres de sa famille et de sa lignée ».

La Fat'ha fut offerte et il exprima ses souhaits à mon endroit et à l'endroit de tous les gens du livre et des musulmans en particulier en arabe et en Shikomori. A l'instant où j'écris ces lignes la voix du muezzin retentit, signe avant-coureur d'une bonne sortie de ce monde vers l'autre de mon ami Said Houssein Cheikh Soilihi Ahli Aboubacar Bin Salim.

Pour revenir à notre Fat'ha, mon souhait fut exhaussé le lendemain en même temps que j'apprenais par son petit frère Said Abdallah Cheikh que « notre » est hospitalisé dans un état grave. J'ai mis notre entre parenthèse, car lorsque Said Abdallah m'a appris que Houssein était hospitalisé je me suis écrié incrédule « Notre Houssein ? » Et Said Abdallah de rétorquer avec un brin de moquerie « Est-ce que tu connais un autre Houssein Cheikh Soilihi ? »

Aujourd'hui samedi 17 décembre 2022 vers 16 : 30 , j'apprends avec stupeur le décès de mon ami Houssein Cheikh Soilihi par ma femme à qui on a téléphoné de Moroni.

Inna Lilahy Wa Inna Ilayhi Radjouni. Nous venons d'Allah et vers lui nous retourneront inéluctablement ! Qu'Allah accueille ce grand homme dans sa Miséricorde !

Aboubacar B. Said Salim

POLITIQUE :

Les binationaux exclus de la présidentielle

La nouvelle loi organique adoptée à l'assemblée nationale en décembre dernier interdit aux binationaux de se présenter à l'élection présidentielle à moins de renoncer à la citoyenneté étrangère.

Cette question avait déjà défrayé la chronique depuis les assises nationales de 2018 et le dialogue inter-comorien de mars dernier. En effet un des piliers de l'économie du pays la diaspora, et plus particulièrement ceux que l'ont appelle les « binationaux », car détenteurs de double la nationalité (comorienne et étrangère) a été désormais juridiquement écartée de la course à présidentielle de 2024. Les 300 000 ressortissants de la diaspora ne seront pas éligibles sauf s'ils renoncent à leur citoyenneté étrangère. Cette loi organique précise que le candidat doit impérativement « de nationalité comorienne ».

En conférence de presse la

semaine dernière, le premier flic du pays Fakridine Mahamoud Mradabi est revenu sur le sujet, après avoir présenté l'exposé des motifs devant les députés. Ce dernier explique que le candidat issu de la diaspora doit manifester sa volonté, un engagement personnel. « Il n'y a pas d'exclusion de la diaspora. Le candidat de la diaspora peut être candidat à toutes les élections mais pour l'élection présidentielle, il faut qu'il renonce à sa nationalité étrangère. C'est à son choix », précise celui pour qui cette loi concerne ceux qui ont la « nationalité comorienne et non ceux qui l'ont par naturalisation comme les cas des bédouins (qui l'ont obtenu en vertu de la loi de citoyenneté économique).

Rappelons que la nouvelle loi organique a pour objet de déterminer les conditions d'éligibilité et les incompatibilités pour ceux qui aspirent à se présenter à la prochaine élection du président de l'Union des Comores. L'idée de reformer le code électoral, est une

suite logique des principales recommandations formulées lors des assises nationales de février 2018 et du dialogue inter-comorien de mars 2021. Les principales nouveautés sont la renonciation de

nationalité étrangère avant le dépôt de la candidature et le parainage de 3000 électeurs.

Andjouza Abouheir



Fakridine Mahamoud Mradabi ministre de l'intérieur (Photo d'archive)

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 Maoulida Mabé
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riward
 A Bardraoui
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

CJSOI

Des primes passées par pertes et profits !

Près d'un mois (11 janvier), après la fin des 12èmes Jeux des jeunes de l'Océan Indien, les primes de la délégation plus particulièrement celles de la trentaine d'athlètes qui avaient composé la délégation se font toujours attendre.

Nous ne le dirons jamais assez, un pays ne peut pas se développer en faisant fi du propre développement de sa jeunesse. Le développement de cette dernière passe forcément par la reconnaissance du savoir et de l'apport de celle-ci dans la marche du pays. Ce qui se passe dans ce pays va à l'encontre de ce principe, la jeunesse est de plus en plus rabaisser, déconsidérée, limite maltraité.

Et nous ne le dirons jamais assez, le chef de l'Etat ne peut tout faire, il nomme des ministres qui sont censés exécuter la politique mise en place par le chef de l'Etat et en respect de la nomenclature budgétaire sous forme d'une loi de finances Initiale (LFI). Ce dernier a

par contre le devoir de démettre tout ministre qui se serait montré incompétent dans l'exercice de ses fonctions. Dans le cas d'espèce qui concerne la gestion des jeux des jeunes les deux ministres concernés (finances et jeunesse et sports) ont failli.

Des jeux en bric et broc. La préparation de 10 jours des athlètes, si elle n'a pas été perçue comme préjudiciable au vu des résultats, elle a été insuffisante au vu des enjeux. Le départ des athlètes jusqu'à leur arrivée à Port-Louis est un préfabriqué d'approximation, partie à Moroni le 3 janvier avec escale à Nairobi, une partie de la délégation a raté la cérémonie d'ouverture vu que la délégation comorienne a été scindée en deux dans la capitale kenyane. Plus préoccupante, l'absence d'équipements dans certaines disciplines a été préjudiciable notamment pour l'athlétisme qui a vu deux athlètes renoncer à leur course faute d'équipements. L'entreprise qui était censée les fournir n'était pas encore payée pour la livraison des dits équi-



Image d'illustration

pements. Comble de l'irresponsabilité, l'absence de la part des autorités envers ces jeunes qui ont bataillé à contre courant pour mieux représenter le drapeau national. Aucune cérémonie n'a été organisée pour honorer ces enfants. Pire, on a encore une fois marché sur leur droit, les primes

de circonstances n'ont pas été versées en dépit des promesses ministérielles. En effet quelques jours après le retour de la délégation et le tollé de la non remise des primes, le ministère de la jeunesse et sports avait organisé une conférence de presse en catimini pour essayer d'éteindre le feu et des promesses ont été faites de régler la situation dans un délai raisonnable. Depuis, c'est le silence radio, ni au niveau du ministère des finances accusé de faire du retard dans les décaissements ni au ministère de la jeunesse et des sports. Les 19 millions censés payer ces primes restent introuvables.

Après on s'étonne si des athlètes comoriens préfèrent fuir à l'extérieur

dès que l'occasion se présente. Ce manque de considération ne donne pas vraiment envie à qui que ce soit de se battre pour finalement récolter du mépris par ceux qui sont censés défendre leurs intérêts. En tout cas si la volonté du chef de l'Etat de vouloir accueillir les 12èmes jeux de l'océan indien en 2027 est réelle, ce n'est pas avec cette équipe qu'il va devoir compter pour que cela se réalise. Sinon on sera obligé à faire contre mauvaise fortune bon cœur, céder notre tour à l'autre Comores (Mayotte) qui semble bien déterminé à abriter ce rendez-vous triennale des athlètes du Sud-Ouest de l'océan indien.

ASB

SPORT

Des jeunes initiés au badminton à Fomboni

Le badminton, fait progressivement des adeptes aux Comores. À Mohéli, les responsables de la fédération nationale de cette discipline tentent d'initier les jeunes à ce nouveau jeu à la place de l'indépendance de Fomboni. Le but est de former des jeunes capables de prendre part à la compétition de la phase nationale du championnat qui se déroulera à Mitsamiouli cette année.

Tous les après-midi, des jeunes venant des quatre coins de la région de Dewa se trouvent à la place de l'indépendance de Fomboni pour l'apprentissage du badminton. Une initiative des

responsables de la fédération de badminton afin de montrer la valeur de ce nouveau jeu que la fédération essaie d'introduire. « Le badminton est un sport de raquette qui se joue en simple ou en double, le but du jeu consiste à remporter une rencontre en réussissant à gagner deux manches appelées également sets, de 21 points ou plus car il doit y avoir deux points d'écart au moins » explique le vice-président de la fédération du badminton Hamada Moegné connu sous le pseudonyme de Diallo. Ce dernier étant un amateur de football, appelle les jeunes à embrasser ce jeu qui a de l'avenir comme le football, le volleyball et autres.

Le badminton est un sport olympique qui se décline en 5 disciplines dont le simple hommes, simple dames, double hommes, double dames et double mixte, c'est-à-dire entre hommes et femmes. « Cette année nous comptons organiser des compétitions nationales pour la première fois de l'histoire de ce jeu dans notre pays. Bien qu'on n'ait pas encore établi un calendrier fixe, le championnat se déroulera à Mitsamiouli. De ce fait, il nous faudrait des badistes bien qualifiés » précise le vice-président de la fédération nationale.

Riwad



Initiation des jeunes de Mohéli au Badminton.

La Gazette des Comores
BP 2216 Moroni - UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse postale : _____ email : _____
Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :
3 mois Montant : _____
6 mois Montant : _____
12 mois Montant : _____

Mode de règlement :
Espèces
Chèque n° _____
Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,
Signature : _____

Tarifs d'abonnement
(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Anuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127



Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, Chargé des Affaires
Foncières et des Transports Terrestres



Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience (PRPKR – P171361)

Référence : 2022-098-STAGIAIRE1-UGP-PRPKR
Référence : 2022-099-STAGIAIRE2-UGP-PRPKR

“ Sollicitation de Manifestations d'Intérêt pour l'embauche de deux (2) Stagiaires en Passations des Marchés Publics pour le Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience en Union des Comores ”

1. INTRODUCTION

L'Union des Comores a obtenu un financement de la Banque mondiale d'un montant équivalant 45 Millions de dollars pour financer le projet de relèvement post-Kenneth et de résilience visant d'une part à soutenir le relèvement d'infrastructures publiques et privées ciblées dans les zones sélectionnées touchées par le cyclone Kenneth et d'autre part, d'accroître leur résilience face aux catastrophes naturelles et climatiques.

Le portefeuille de la Banque Mondiale aux Comores est confronté à des défis dans sa mise en œuvre à cause entre autres, du manque de spécialistes qualifiés en passation des marchés publics. Le nombre croissant des projets financés par la Banque Mondiale demande plus de capacité en spécialistes francophones en passation des marchés dans le pays pour accompagner la mise en œuvre effective des projets en temps opportun.

Afin d'augmenter le nombre de spécialistes en passation des marchés sur le marché national, le Gouvernement de l'Union des Comores à travers le Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience, recrute deux stagiaires récemment diplômés dans les domaines droit, gestion de projet, ingénieurs, etc.

2. OBJECTIF DU PROGRAMME DE STAGE

L'objectif du programme de stage est de renforcer les capacités techniques et les comportements au travail du/de la stagiaire en lui facilitant des expériences pratiques sur le terrain et dans le milieu professionnel des marchés publics

A la fin du stage, les bénéficiaires auront une expérience professionnelle pratique dans le domaine des marchés publics, liée au domaine de leur formation universitaire. Les stagiaires sont censés acquérir les connaissances et les compétences liés aux marchés publics dont la législation sur les marchés publics aux Comores et la réglementation des marchés publics des agences multilatérales comme la Banque mondiale.

De manière plus spécifique, les stagiaires acquerront des compétences dans la planification des activités liées aux marchés publics, la rédaction des appels d'offres et des rapports d'évaluation des offres, la gestion des contrats, la supervision d'un projet, et toute autre activité menée par le spécialiste en passation des marchés. Les stagiaires apprendront également l'utilisation des outils informatiques spécifiques à la passation des marchés.

Les stagiaires seront formés progressivement par le spécialiste en passation des marchés du projet pour une période de deux (2) ans, non renouvelable. A l'issue de cette période de formation, les stagiaires devraient être en mesure de rechercher des opportunités sur le marché du travail, pour être potentiellement embauchés en tant qu'assistants en passation des marchés par les autorités contractantes des ministères ou par les unités de

gestion des projets financés par la Banque.

Un certificat d'attestation de stage, signé par le Responsable de l'UGP sera octroyé aux stagiaires après les deux (2) ans effectivement passés à acquérir les compétences requises pour devenir un assistant en passation des marchés publics. La durée du stage pourra être écourtée dans le cas du non-respect des règlements de travail en vigueur dans l'UGP. Une observation écrite sera faite au stagiaire pour les manquements avérés. Après deux (2) observations, le stagiaire sera renvoyé sans attestation de stage.

4. CONDITIONS DE CANDIDATURE POUR LE STAGE

- Les conditions requises sont les suivantes :
- Nationalité comorienne,
 - Être âgé de moins de 25 ans,
 - Récemment diplômés (2020 et 2021) d'un établissement d'enseignement National ou International reconnu,
 - Être titulaire d'au moins une licence dans le secteur du projet qui embauche,
 - Expérience professionnelle non requise,
 - Connaître les outils informatiques de base (Word, Excel et PowerPoint),
 - Avoir de bonnes compétences en communication orale et écrite en français. La maîtrise de l'anglais sera un avantage.

5. DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier à soumettre au Responsable de l'UGP, doit comprendre les documents suivants :

- Lettre de motivation,
- Curriculum Vitae,
- Copie certifiée conforme du diplôme dans le secteur du projet,
- Copie de la pièce d'identité.

5. Dépôt de la manifestation d'intérêt

Les manifestations d'intérêts doivent être déposées en présentiel ou par courriel électronique du **Lundi au Vendredi de 08 heures 30 à 15 heures 30** aux adresses (cor.ugp.prpkr@gmail.com, rpm.ugp.prpkr@gmail.com, spse.ugp.prpkr@gmail.com, apm.ugp.prpkr@gmail.com) avec la mention « Candidature au poste de **Stagiaire en Passations des Marchés Publics pour le Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience** » à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard **le 10 Janvier 2022 à 14h00**. Adressé à : **Monsieur le Coordonnateur du Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience**.

Toute demande de renseignement complémentaire devra être envoyée à l'adresse susmentionnée ci-dessus **3 jours** avant la date limite de dépôt.